

L'Humanité rouge

Prolétaires de tous les pays,
nations et peuples opprimés, unissez-vous !

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE



samedi 5
dimanche 6
mars
1977

No 639
1,50 F

B.P. 61
75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72
La Source

Commission paritaire
No 57952

Sommet
eurorévionniste

TOUJOURS LA DETENTE

La rencontre des dirigeants des 3 principaux partis révisionnistes d'Europe s'est tenue à Madrid.

Les dirigeants révisionnistes des 3 partis, dans leur déclaration commune, disent qu'ils : «entendent agir pour la construction d'une société nouvelle dans la pluralité des forces politiques et sociales, dans le respect, la garantie et le développement de toutes les libertés collectives et individuelles : liberté de pensée, d'expression, de presse, d'association et de réunion, de manifestation, de libre circulation des personnes à l'intérieur de leur pays comme à l'étranger, liberté syndicale, indépendance des syndicats et droit de grève, inviolabilité de la vie privée, respect du suffrage universel et possibilité d'alternance démocratique des majorités, libertés religieuses, liberté de la culture, liberté d'expression des différents courants et opinions philosophiques, culturelles et artistiques».

Comme si le capitalisme — qu'ils ne remettent nullement en cause avec leurs pseudo «société nouvelles» — permettait légalement aux forces véritablement révolutionnaires de combattre la dictature du grand capital. Tout ça, ce sont des promesses démagogiques, pour mystifier les travailleurs sur la «démocratie» capitaliste et sur ce que font les révisionnistes quand ils sont au pouvoir (se rappeler l'exemple du Portugal : lois antigreve, répression contre les travailleurs, etc.).

Permettre aux grands bourgeois de faire leur propagande réactionnaire, c'est ce qu'ils appellent l'«alternative démocratique».

Par ailleurs, tout en ayant des divergences avec Moscou — bien qu'il ne faille surtout pas se laisser abuser par leurs critiques sur la répression dans les pays de l'Est — ils ont réaffirmé :

(suite p.2)

Un grand pas dans l'unité du tiers monde

LE 1^{er} SOMMET AFRO-ARABE DU CAIRE

C'est un événement d'une ampleur exceptionnelle et un grand pas dans l'unité du tiers monde dans sa lutte contre l'impérialisme et le social-impérialisme, qui se déroulera à partir de lundi au Caire. Pour la première fois, tous les pays du continent africain, à l'exception des pays encore colonisés (Azanie, Namibie et Zimbabwe) et du Moyen-Orient, se réuniront pour définir ensemble les grandes options d'une politique commune, tant au niveau économique, culturel que de la lutte anti-impérialiste.

La Conférence du Caire qui ne possède pas de pétrole et qui auraient des intérêts divergents des autres pays du tiers monde. En fait, cette conférence est la preuve, à l'échelle de tout un continent, que le tiers monde est un et que les divergences qui existent entre les différents pays qui le composent sont secondaires par rapport aux intérêts principaux qui l'unissent.

Confrontés à la fois à la détérioration des termes de l'échange entre eux et l'impressionnisme, aux répercussions de l'inflation et de la crise générale de l'impérialisme et selon eux, les «pays pauvres»

aux visées hégémoniques des deux superpuissances, l'ensemble des États africains fonde de grands espoirs sur ce sommet.

On y parlera de la coopération dans les domaines politique, économique et culturel.

UNITE CONTRE L'IMPERIALISME ET LE COLONIALISME

Depuis 1973, la presque totalité des pays d'Afrique et du Moyen-Orient a réussi à faire l'unité contre le sionisme pour soutenir le peuple palestinien. Cette unité s'est traduite, concrètement, par la rupture des relations diplomatiques de très nombreux pays d'Afrique noire avec le régime de Tel Aviv, et la condamnation à l'ONU du sionisme comme d'une forme de racisme. C'était déjà là une grande victoire.

(suite p. 2)



L'unité croissante du tiers monde porte de rudes coups à l'impérialisme : ici une conférence de l'OPPEP à Vienne en 1974.

19 MARS

10 h : Place de la Bastille
Manifestation en commémoration
de la Commune de Paris

14 h : Salle de la Mutualité
Meeting, ni Plan Barre,
ni Programme commun

Sécurité sociale

200 propositions pour s'attaquer aux avantages acquis

Après divers sondages, des déclarations du CNPF, des ministres du travail et de la santé, voici un nouveau «plan» présenté cette fois par l'Inspection générale des affaires sociales.

Le foisonnement de réformes qu'il contient devrait permettre, paraît-il de «simplifier et d'humaniser» la réglementation actuelle : des mots à la mode décadent.

En fait, ces propositions sont faites d'un point de vue purement technocratique. Ainsi, sur la question des handicapés, ou plutôt de leur coût, les auteurs constatent que le nombre de «lits» réservés à l'enfance handicapée s'est accru de 67 000 à 131 000 entre 1960 et 1971 ; ils déplorent également les chiffres croissants des handicapés. Les seules possibilités qu'ils voient pour diminuer ces dépenses, c'est de développer la prévention.

Voilà un vœux pieux qui restera forcément sur le papier dans une société où la course au profit multiplie les accidents du travail, et dans les cliniques, les accidents lors des accouchements.

Pour les personnes âgées, ces gens qui «jouissent d'une totale liberté d'expression», proposent «audacieusement» une protection minimale dont le montant serait assuré progressivement aux 2/3 puis aux 3/4 du SMIC, ceci bien entendu grâce à des cotisations et des impôts accrus. Mais ils s'élèvent contre le caractère «autistique» de la «retraite à 60 ans» et proposent plutôt de faire travailler à temps partiel (et donc pour des salaires de misère) les personnes âgées. (Suite p.3)

En p. 4 et 5 ARTICLE DE JACQUES JURQUET SUR L'UNITE

De Guiringaud en Pologne

UNE POLITIQUE CAPITULARDE

Louis de Guiringaud, ministre des Affaires étrangères du gouvernement Giscard, est en visite en Pologne. Jeudi matin à Varsovie,

l'entretien avec son homologue polonais a porté exclusivement sur la «détente» «l'après-Helsinki» et le «désarmement».

Cela pour préparer la nouvelle «conférence d'insécurité» de Belgrade. Il a dit qu'il se rendrait à cette dernière avec «un esprit ouvert et constructif», en insistant sur «la nécessité» d'appliquer intégralement les accords d'Helsinki.

Le ministre polonais lui, s'est plaint de la «campagne de presse» menée en Occident, (donc que soit dénoncée la dictature sociale-fasciste qui sévit dans les pays révisionnistes) qui — soi-disant cadre mal avec les principes de la détente. (Suite p.3)

8 MARS

LE NUMERO EN DATE DU MERCREDI 9 MARS PARAITRA, EXCEPTIONNELLEMENT SUR 8 PAGES (AU PRIX DE 1 F). IL COMPORTERA UN SUPPLEMENT DE 4 PAGES A L'OCCASION DU 8 MARS, JOURNEE INTERNATIONALE DES FEMMES.

Un grand pas dans l'unité du tiers-monde

LE PREMIER SOMMET AFRO-ARABE DEBUTERA LUNDI AU CAIRE

(suite de la p. une)
Il s'agit aujourd'hui d'étendre cette unité politique au soutien des autres peuples directement opprimés (Afrique australe) et à une stratégie générale de l'Afrique contre l'impérialisme et, avant tout les 2 superpuissances. De nombreuses voix

se sont déjà élevées, à Colombo et dans d'autres circonstances, pour demander le départ du continent africain et de l'océan Indien de toute présence militaire des deux superpuissances. On peut s'attendre, même si elles sont encore limitées, à ce que des décisions

soient prises dans ce domaine. Le sommet réaffirmera également certainement et concrétisera plus encore son soutien au peuple palestinien (l'OLP y participe) et aux peuples d'Azanie, de Namibie et du Zimbabwe. L'ensemble des États présents s'est mis d'accord pour ne pas aborder les problèmes qui les divisent.

aide des pays du tiers monde les plus avantagés (les moins fortement spoliés) aux autres devait, dans toute la mesure du possible, se transformer en coopération réelle avec, autant que faire se peut, des avantages réciproques. Cette coopération est l'intérêt fondamental de tous les pays du tiers monde car elle est un élément important de la définition d'un nouvel ordre économique mondial.



Le sommet du Caire réunira les représentants de 60 pays regroupant plus d'un demi-milliard de personnes. Seuls les régimes de Vorster et de Smith, qui en sont exclus, n'y participeront pas.

UNITE CONTRE LA CULTURE IMPERIALISTE

En même temps qu'elle découvre son unité politique et qu'elle forge son unité économique, l'Afrique redécouvre actuellement son unité culturelle. Cette unité culturelle se perd dans la nuit des temps, mais elle avait été estompée par la pénétration religieuse,

idéologique et culturelle des colonisateurs. Le dernier festival artistique et culturel des Noirs et des Africains qui s'est tenu récemment à Lagos, confirme que, dans tous les domaines, l'heure est aujourd'hui à la lutte et à l'unité du tiers monde, de l'Afrique en particulier et au recul général de l'impérialisme, quoi que puissent tenter les deux superpuissances.

L'AIDE DES PAYS ARABES ET DE L'OPEP AUX PAYS D'AFRIQUE

L'aide des pays arabes aux autres pays d'Afrique a atteint, toutes formes de financement comprises, 1 milliard de dollars, de 1973 à 1976. Cette aide touche sans discrimination tous les pays d'Afrique indépendants.

L'OPEP, pour sa part, a versé aux pays du tiers monde, sous forme d'aide au développement, 2,75 milliards de dollars en 1975.

En 1976, cette aide s'est chiffrée, uniquement pour l'Afrique, à 800 millions de dollars.

A titre de comparaison, l'aide de l'URSS à l'ensemble des pays du tiers monde fut de 350 millions de dollars en 1975, soit huit fois moins que l'OPEP.

En 1977, l'aide de l'OPEP aux pays africains doit atteindre un milliard de dollars. Une partie de ces fonds transite pas l'intermédiaire du Fonds international de développement agricole, l'autre est versée sous forme de subventions directes.

De plus, la participation des pays arabes a permis de doubler les fonds de la Banque Mondiale pour le développement. Il est enfin prévu une augmentation de 50 % du capital de la Banque Arabe pour le développement économique de l'Afrique qui, avec un capital de 231 millions de dollars participait jusqu'ici à 25 projets en Afrique.

Par rapport aux produits nationaux bruts, la part de l'aide au développement est de 1,35 % pour les pays de l'OPEP, de 0,26 % pour les USA et de 0,04 % pour l'URSS (chiffres de 1975, dernière année disponible).

UNITE ECONOMIQUE

Le tableau ci-contre montre que l'aide au développement entre pays d'Afrique est déjà un élément essentiel du développement économique de ce continent. Il est important de voir que la différence entre l'aide entre pays du tiers monde et l'aide octroyée par les impérialistes et sociaux-impérialistes n'est pas non plus de même nature et n'a pas les mêmes visées.

Entre l'aide de l'OPEP aux travers du FAO et d'autres organismes internationaux et l'aide des superpuissances qui est, en réalité, une exportation de capitaux impérialistes, il existe tout un monde dont les pays du tiers monde, en tant que premières victimes, sont les premiers conscients.

L'accent a d'ailleurs déjà été mis sur le fait que cette

Si les pays du tiers monde n'ont plus, comme seule ressource pour assurer leur propre développement, l'obligation de s'adresser à l'une ou l'autre des deux superpuissances, ou à tout autre impérialisme, cela sera, assurément, une excellente chose pour tous les peuples du monde.

C'est déjà ce qui se passe dans les échanges de coopération qui s'effectuent entre de nombreux pays d'Afrique et la République populaire de Chine ; mais il est bien évident, malgré ses efforts énormes, que la Chine ne peut suffire. C'est là toute l'importance du développement des relations économiques, sur des termes égaux, entre les pays du tiers monde.

Rencontre Camillo Berlinguer Marchais TOUJOURS LA «DETENTE»

(suite de la p. une)
«L'importance essentielle qu'ils attribuent à de nouveaux pas en avant sur la voie de la détente et de la coexistence pacifique, à des progrès réels dans la réduction des armements, à l'application intégrale par tous les États de toutes les dispositions de l'acte final de la Conférence d'Helsinki et à une tenue positive de la rencontre de

Belgrade...
Quand ils parlent d'Europe pacifique, démocratique et indépendante, c'est encore une fois tromper les masses, leur cacher que tant qu'existera l'impérialisme existera la guerre. Sous le couvert d'indépendance, ils se font les ardents défenseurs des visées expansionnistes du social-impérialisme et désarment les travailleurs.

Droit de la pêche

Mesures d'intimidation soviétiques

Des vedettes militaires soviétiques ont obligé, sous la menace, les pêcheurs japonais à s'éloigner de leurs zones de pêche traditionnelles mardi dernier.

Ce fait intervient en pleine violation avec de récents accords russo-japonais indiquant un statu-quo tant que le différend lié à l'extension unilatérale de la zone de pêche soviétique à 200 milles marins ne serait pas réglé.

Les sociaux-impérialistes ont en effet étendu également cette zone au large des îles Kouriles, territoires japonais illégalement occupés par les soviétiques, qui constituent depuis toujours une zone de travail pour les pêcheurs japonais et qui, de plus, se situent à moins de 200 milles des côtes japo-

naises, si bien que, d'après Moscou, les Japonais n'ont même plus le droit de pêcher sur leurs propres côtes.

Ces mesures d'intimidation révèlent deux faits principaux :

— Pour Moscou, un accord n'est qu'un chiffon de papier quand ses intérêts sont en jeu.

— Comme tout impérialisme, l'URSS n'hésite pas à s'arroger des droits qu'elle refuse aux autres, et notamment aux pays du tiers monde. Tant à l'ONU que par l'intermédiaire de l'Agence Tass, Moscou a toujours refusé aux autres pays le droit à l'extension des eaux territoriales à la limite des 200 milles marins, mais en ce qui la concerne, elle trouve cela tout naturel.

LE BRÉSIL RESILIERAIT L'ACCORD MILITAIRE LE LIANT AUX ETATS-UNIS

Le quotidien de Rio de Janeiro «Ultima Hora», affirme jeudi, que le Brésil va résilier l'accord militaire qui le lie aux États-Unis en payant à ce pays une indemnisation de 300 millions de dollars.

Le 26 décembre dernier, «Ultima Hora» avait annoncé l'intention du gouvernement brésilien de dénoncer cet accord, qui date d'une trentaine d'années, et qui

ne présenterait plus aucun intérêt pour le Brésil.

Ce journal souligne que la résiliation de cet accord qui prévoyait la livraison de matériel de guerre et une assistance technique de la part des États-Unis, signifiera l'indépendance militaire totale pour le Brésil.

«Ultima Hora» dénonce les «caractéristiques colonisatrices» de cet accord.

Namibie

BILAN DES OPERATIONS

Un porte-parole de la SWAPO a annoncé jeudi (à Luanda) que 250 soldats sud-africains ont été tués durant les mois de janvier et février.

Les opérations ont été menées par l'Armée populaire de Libération de la Namibie (APLM) qui est la branche armée de la SWAPO.

Palestine occupée

La lutte a repris dans les prisons

Les prisonniers palestiniens dans les geôles sionistes ont repris récemment la grève de la faim qu'ils avaient arrêté, après 45 jours de lutte à la suite de promesses des autorités sionistes d'améliorer les conditions de détentions et de nourriture dans les prisons. Une récente enquête sur les prisons israéliennes a montré qu'elles sont surchargées au point que les prisonniers ont en moyenne 1,5 m² par personne et que leur nourriture est essentiellement à base de féculents (fèves) avec très peu de viande et de matières grasses, ce qui provoque des troubles chez les prisonniers.

Selon un journal arabe, le

porte-parole des grévistes de la faim, à Gaza, serait très faible et en danger de mort mais comme tous ses camarades il est résolu à lutter devant les promesses non tenues des sionistes, jusqu'au bout s'il le faut.

La lutte des détenus palestiniens soulève actuellement en Palestine occupée un grand mouvement de solidarité.

Une quarantaine de mères de détenus arabes de la prison d'Achkelon manifestent quotidiennement depuis le début de la semaine devant la municipalité de Gaza, par solidarité avec 215 prisonniers qui font la grève de la faim dans cette ville.

nouvelles intérieures

Sécurité sociale

Rapport de l'Inspection générale

200 PROPOSITIONS POUR
S'ATTAQUER
AUX AVANTAGES ACQUIS

(Suite de la p.1)

C'est à propos des dépenses de santé que ces technocrates dévoilent ouvertement leurs batteries. Le gouvernement a déjà augmenté, on le sait, le ticket modérateur sur un certain nombre de médicaments et «d'actes» de façon à diminuer les remboursements, et il l'espère, les dépenses. Nos experts constatent que ce procédé est «injuste» et bien plus, «inefficace».

Ils prouvent en effet, statistiques à l'appui, que les travailleurs en viennent quand même à se soigner même si cela coûte cher et qu'ils le font alors souvent à l'hôpital dont les dépenses représentent 54 % des dépenses de santé.

Voilà donc une solution toute trouvée ! Ils propo-

sent de réduire le budget des hôpitaux et donc le nombre d'exams et les soins que les médecins pourront prescrire, de reconverter les «équipements inutiles» et de limiter strictement les nouvelles constructions d'hôpitaux.

Ces mesures qu'une certaine presse ne manquera pas de qualifier d'audacieuses correspondent parfaitement aux vœux que la grande bourgeoisie émet avec «une totale liberté d'expression».

Sur leur lancée, les inspecteurs des «affaires sociales» proposent de supprimer les rentes pour des accidents de travail dont le taux d'incapacité est inférieur à 10 % estimant sans doute qu'il s'agit de beau-

«petits rien». Ils vont jusqu'à reprendre la thèse patronale de l'«absentéisme» et à trouver abusif les indemnités journalières versées pour des absences maladie de courte durée, s'orientant ainsi vers la suppression du remboursement pour le «petit risque» (gripes, rhumes, etc.)

En ce qui concerne les chômeurs, tout en déplorant des inégalités «parfois choquantes», ils parlent de «simplifier» (encore !!) en distinguant les ASSEDIC des allocations d'assistance.

Les ASSEDIC, système d'assurance ne devraient être versées à leur avis que pendant la période «normalement» nécessaire pour trouver du travail. Ces inspecteurs «sociaux» proposent d'«humaniser» les files d'at-

tente au pointage en «étaillant les horaires» et de renforcer parallèlement le contrôle à domicile pour ne pas risquer de fournir «l'aide publique» à de «faux chômeurs». Vis-à-vis des ANPE Beullac approuvera sans doute leur «impartialité» lorsqu'ils veulent diviser et disséminer les agences, exiger des prospecteurs placiers plus «rentables» et plus disposés à coopérer avec le patron.

Voilà donc une pièce de plus à mettre dans le dossier de préparation idéologique et d'intoxication de la bourgeoisie. Ces auteurs ne s'en cachent pas : «L'heure de vérité approche en matière sociale... et leur «vérité», c'est la réduction des avantages sociaux acquis par les travailleurs.

Les municipalités PCF :

UNE HISTOIRE DE GROS SOUS

Un peu partout se construisent des autoroutes ou des rocadés (bretelles d'autoroute) au mépris des intérêts des habitants locaux. Ils sont soit expulsés sans autre forme de procès, soit obligés de vivre au bord d'une autoroute avec toutes les perturbations que cela entraîne dans la vie de chaque jour. N'allez pas croire que dans les mairies PCF, cela se passe autrement. Là non plus ce qui compte, ce n'est pas l'intérêt des travailleurs, comme le montre ce témoignage.

Le 25 février dernier, au cours d'une visite, avec des étudiants, de la rénovation du centre d'Ivry (mairie PCF), j'ai eu un exemple de la «gestion démocratique» que propose la «gauche».

Une femme urbaniste, membre de l'équipe municipale, nous a expliqué comment s'est faite la rénovation : uniquement une histoire de gros sous, pas

un mot sur les maisons démolies ni sur les habitants expulsés (les expulsions style PCF, ça existe aussi) ou sur les habitants relogés (essentiellement les couches moyennes, les plus pauvres ne pouvant même pas accéder à un HLM).

Selon cette urbaniste révisionniste, le gros problème à Ivry, c'est de faire venir des industries, capitalistes

bien sûr. La FNAC (18 000 m²) doit venir s'y implanter. Elle nous a dit : «C'est tout à fait le type d'emploi qu'on cherche, c'est pourquoi on ne peut se permettre de le faire fuir. Il faut qu'on passe pour des gens sérieux.»

Effectivement, la mairie d'Ivry veut se donner l'image d'une municipalité «sérieuse», qui gère bien les affaires... capitalistes. Un vieux travailleur (qui habite Ivry depuis 15 ans) est alors arrivé. L'exposé se passant dans une salle publique où est exposée la maquette du centre, il s'est approché et il a dit : «Tout ça, c'est bien joli sur cette maquette, mais il manque les maisons qui sont le long de cette rocade. Et dans ces maisons, il y a des gens qui habitent, ça fait 15 ans que cette rocade est prévue, mais on ne fait rien pour en empêcher la construction. Comme d'habitude, c'est seulement après qu'il y aura de vagues protestations de la part de la municipalité... Alors que c'est maintenant qu'il faut se battre».

L'urbaniste, excédée par ces remarques, qui interrompaient sa conférence de spécialiste, s'est alors écriée : «Ici, monsieur, c'est une conférence privée, si vous avez quelque chose à dire, adressez-vous au maire».

Un lecteur

La visite en
Pologne de
De GuiringaudUne
politique
capitularde

(Suite de la p.1)

comme conclusion de ses «entretiens très fructueux», sur la question de l'Europe :

«S'il est aujourd'hui une nécessité pour l'Europe, a-t-il dit, c'est l'approfondissement et l'élargissement de la détente. Sans doute le France et la Pologne n'ont pas, sur tous les sujets du moment, des vues identiques, mais sur cette nécessité de la détente, nos deux pays sont d'accord».

Il s'est donc fait le porte-parole d'une politique capitulatrice devant le danger grandissant du social-impérialisme. Il fait comme l'autruche qui cache la tête sous le sable pour ne pas voir le danger arriver. Alors que la rivalité des deux superpuissances est toujours plus acharnée, il se berce d'illusions.

Plus que jamais, il faut redoubler de vigilance et se préparer à la riposte contre tout agresseur et rejeter fermement cette carotte empoisonnée tendue par le social-impérialisme et ses propagandistes.

Agressions patronales
contre des
travailleurs en grève

Depuis lundi soir, les éducateurs de l'Institut médico-pédagogique pour enfants handicapés de Montvendre, dans la Drôme près de Valence, occupent l'établissement. Ils exigent notamment une amélioration des conditions de travail. Dans la soirée de mardi, le propriétaire, dénommé le «seigneur» de Montvendre, est intervenu avec sa famille à la tête d'un commando armé de barres de fer et de gourdins pour les obliger à quitter les lieux.

La gendarmerie, alertée, n'est arrivée qu'à la fin de la bagarre. Le major des gendarmes de Valence aurait déclaré : «Nous n'avons à faire qu'à des gens de bonne moralité, l'affaire suit son cours». Autre affaire, à Domazan dans le Gard. Un PDG avait blessé à coups de fusil, des grévistes qui se préparaient à occuper son entreprise, le 25 février. Il vient d'être libéré car il prétend qu'il avait pris les grévistes pour des cambrioleurs. Des pressions seraient faites pour que l'ouvrier blessé à l'œil par un plomb retire sa plainte. En montrant pour le moins une clémence suspecte, la justice bourgeoise encourage en fait de pareils agissements.

Ainsi, mercredi, à Gravelins, près de Dunkerque c'est une camionnette qui a cherché à forcer un piquet de grève.

Allonnes (Maine-et-Loire)

Ce que l'on nous promet...

Les travailleurs allonnais, promesses de droite ou de gauche ? Quelques faits envoyés par notre correspondant d'hui devant un choix : doivent-ils s'en remettre aux

A droite, Paillereau, Martz et son équipe ont abusé les Allonnais par nombre de promesses, aussi alléchantes que démagogiques, qui ne furent jamais réalisées.

En 1971, Paillereau promettait du travail à mi-temps pour toutes les femmes qui le voudraient, un plan d'eau, une salle des fêtes... vaines promesses.

Par ailleurs, en 1974, ils ont reconduit jusqu'en 2001 le contrat de chauffe Monteray qui lèse les locataires. Ils ont permis que la forêt soit abattue pour faire place à une résidence de plus, appelée ironiquement «Abri de la Forêt». En tant que chef d'entreprise, le maire a aggravé les conditions de travail et de salaire du personnel municipal.

Alors, voter à «gauche» ? A Allonnes les efforts déployés par le PCF pour encadrer les Allonnais méritent

réflexion. Leur but n'est pas de mener des luttes. Ils ont tout fait dans les réunions pour que les locataires n'engagent pas la grève du chauffage. N'oublions pas que le révisionniste Luby, devenu président d'une Amicale de locataires solidement implantée, a réussi à la liquider en 4 ans, remettant matériel et local à l'Union des Femmes Françaises (révisionniste).

Nous savons aussi quel régime politique leurs amis d'URSS et de Pologne pratiquent ! Le PCF s'en inspire dès aujourd'hui lorsqu'il attaque la liberté d'expression : déchirage systématique d'affiches politiques, refus de défendre les emprisonnés politiques, calomnies, etc.

Les intérêts des travailleurs allonnais ne sont ni dans les listes électorales ni de droite, ni de «gauche».

Le Programme commun et la réalité

A propos des assemblées élies (y compris les conseils municipaux) le Programme commun souligne, page 66 : «En organisant un débat démocratique constant avec la population, elles assureront la définition collective des plans d'urbanisme en y associant les syndicats et les associations intéressées».

A propos des communes, il est précisé page 157 : «Aucune décision ne pourra être prise sans la volonté des élus et de la population concernée.»

De deux choses l'une : dans le témoignage de notre correspondant ou bien ce citoyen ne fait pas partie de la «population», ou bien plutôt le Programme commun n'est qu'un tissu de mensonges démagogiques.

MEETINGS

Le 5 mars à Toulouse
de 18 h à 24 h
Salle Chapou
18 h : Film
19 h : Forums
20 h 30 : Interventions
22 h : «Octobre», film d'Eisenstein...
Crêche, buffet.

Le samedi 5 mars
à Aubagne
A la mairie, ancienne bibliothèque, rue Rastégue, de 13 h à 17 h 30.

Avec une exposition, des poèmes, un montage-diapo, des prises de parole :

— Un ouvrier des chantiers navals de la Ciotat
— Un paysan de la région
— Lycée d'Aubagne
— Employés municipaux d'Aubagne
— Une intervention centrale et un débat sur les propositions des marxistes-léninistes.

document

Comment utiliser ce texte de Maurice Thorez

par Jacques Jurquet

La ligne du Parti communiste français de la Libération à mai 1947 fut sévèrement critiquée au cours de la première réunion du Bureau d'Information des Partis communistes et ouvriers, en présence de Jacques Duclos. Peu de temps après, Thorez présenta devant la session du Comité central du Parti communiste français, tenue les 29 et 30 octobre 1947 à Paris, un rapport dont se trouve extrait le texte que nous publions aujourd'hui.

Pourquoi choisissons-nous la période actuelle pour rappeler ce texte ?

Parce que nous pensons que son utilisation peut être efficace pour ouvrir les yeux d'un grand nombre de jeunes militants trompés par les dirigeants du faux Parti communiste français. Engagés avec toute leur sincérité et toute leur ardeur dans les luttes électorales sous la bannière de « l'Union de la gauche », ces jeunes travailleurs manuels et intellectuels ignorent toute l'histoire antérieure du Parti communiste français.

Leur révéler la réalité ancienne en recourant à un texte de Thorez lui-même ne peut que contribuer à leur prise de conscience, en un moment où se préparent pour eux d'amères déceptions que connurent déjà autrefois leurs aînés.

Cependant, le recours à ce texte serait dangereux, si l'on renonçait à deux positions de principe que la transformation définitive de la nature de classe du Parti communiste français impose :

1) Le juste point de vue sur l'unité exprimé en 1947 par Thorez à la suite des critiques du Komintern ne portait en fait que sur le processus de réalisation, donc sur la forme de cette unité. Il reprenait en l'occurrence les principes exposés avant la guerre de 1939 par le secrétaire général de l'Internationale communiste, Georges Dimitrov.

Or, nous considérons, sur la base des expériences depuis lors accumulées, que la juste réalisation de l'unité « en la forme » ne saurait suffire si elle ne s'appliquait à une ligne politique fondamentalement juste, c'est-à-dire révolutionnaire prolétarienne. Si demain des actions unitaires à la base se développaient entre militants du Parti socialiste de Mitterrand et du faux Parti communiste de Marchais, sur la ligne du « Programme commun », il est bien évident que cette unité-là n'aurait rien de prolétarienne et ne servirait nullement les intérêts de classe révolutionnaires de la classe ouvrière. L'unité n'a de sens qu'en fonction de son contenu de classe.

2) Le texte de Thorez ne peut plus concerner valablement un parti qui n'est plus ni ouvrier, ni communiste, ni révolutionnaire, ni prolétarien depuis maintenant de nombreuses années.



Rappeler les justes indications de Dimitrov et de ce texte aux jeunes militants trompés ne peut donc constituer qu'un premier effort qu'il est indispensable de compléter par des explications plus approfondies tenant compte de la situation actuelle.

Lors du congrès constitutif du Parti communiste marxiste-léniniste de France, le 30 décembre 1967, nous avions déjà largement commenté ce texte. Nous avions alors déclaré, en évoquant Lénine :

«... Le grand dirigeant des bolcheviks s'était écrié : "L'unité est une grande chose et un grand mot d'ordre ! Mais ce qu'il faut à la classe ouvrière, c'est l'unité des marxistes et non l'unité des marxistes avec les ennemis et les falsificateurs du marxisme. A quiconque parle d'unité, nous devons demander : unité avec qui ? avec les liquidateurs ? Alors, nous n'avons rien à faire ensemble." Nous tournant aujourd'hui (fin 1967 par conséquent) vers les adhérents de base du Parti communiste français, nous leur disons à notre tour : "Oui, ce qu'il faut à la classe ouvrière, c'est l'unité des communistes, et non l'unité des communistes avec les ennemis et les falsificateurs du marxisme-léninisme. A vos dirigeants qui parlent d'unité, nous demandons : unité avec qui ? avec les "gérants loyalistes du capitalisme", avec Guy Mollet qui a porté De Gaulle au pouvoir ? avec Jules Moch qui a tué nos frères ouvriers en grève ? avec Gaston Defferre, qui administre la seconde ville de France en alliance ouverte avec les pires réactionnaires contre les populations laborieuses ? avec Mitterrand qui fit guillotiner le militant communiste Fernand Yveton, après avoir porté la francisque de Pétain ? Nous n'avons rien à faire ensemble..."

Un peu plus loin, nous proclamions encore ceci :

«... Il n'y a pour nous, marxistes-léninistes, qu'une unité qui doit primer toutes les autres : c'est celle que recommandait Georges Dimitrov, le héros du procès de Leipzig lorsqu'il proclamait : "L'unité seulement aux sommets ? Jamais ! L'unité à la fois aux sommets et à la base ? Quelquefois ! L'unité à la base ? Toujours !"

C'est dire les efforts que nous allons devoir soutenir, partout, dans les usines, sur les chantiers, partout où se trouve la classe ouvrière française et immigrée, pour faire en sorte que se réalise d'abord l'unité de classe prolétarienne, l'unité à la base des travailleurs qui n'a rien à voir avec l'unité formelle et sans principe des états-majors politiques ou syndicaux... L'unité, c'est l'action... La seule vérité, c'est celle, en ce domaine, que nous proclamons depuis des mois et des mois en lançant notre juste mot d'ordre : "Unité par l'action ! Unité pour l'action ! Unité dans l'action !..."

En cette période d'électorisme hystérique, en mars 1977, nous pouvons simplement ajouter à ces mots d'ordre que l'unité forgée artificiellement pour les élections tourne le dos aux intérêts de classe les plus légitimes des travailleurs. Nous proclamons quant à nous qu'il n'y a qu'une seule voie historique susceptible d'apporter à la classe ouvrière et aux masses populaires les changements fondamentaux auxquelles elles aspirent, cette voie se trouve exprimée dans les mots d'ordre que scandent les marxistes-léninistes : « Union, action révolution ! » ou de manière plus immédiate : « Ni plan Barre, ni Programme commun, action révolutionnaire des masses ! »

Un dernier mot encore, pour qu'il

n'y ait vraiment aucune équivoque par rapport à la présentation d'un texte de Thorez. Le secrétaire général du Parti communiste français reste et restera désormais au regard de l'Histoire le dirigeant qui a conduit le Parti communiste français à la dégénérescence idéologique et politique provoquant la transformation de ce parti de la classe ouvrière en parti de la bourgeoisie. Il y a lieu de considérer que Thorez fut à l'échelon international comme en France un précurseur et un promoteur du révisionnisme moderne ; il suffirait de rappeler à cet égard aussi bien son opportunisme de droite des années du Front populaire, ses théories paracoloniales sur l'Algérie des années 1937 et 1939, ses contributions éminentes à la politique bourgeoise de De Gaulle en 1945-46 pour assurer la renaissance de l'Etat capitaliste, sa déclaration du 18 octobre 1946 au journal conservateur britannique « Times » destiné à récuser la voie révolutionnaire du passage au socialisme ouverte par la Révolution d'Octobre 1917, son acharnement à impulser la pratique d'une unité sans principe avec les dirigeants socialistes, notamment dès après la mort de Staline, son combat malhonnête pour déformer et tronquer les positions marxistes-léninistes des camarades chinois et albanais, etc.

Que nos camarades et amis utilisent le texte ci-après en conservant bien à l'esprit que sa trahison objective ultérieure par les dirigeants du faux Parti communiste français ne constituait qu'un premier pas dans la voie du reniement des principes immortels du marxisme-léninisme qui a conduit le parti fondé à Tours en 1920 à devenir de nos jours un « grand parti de la bourgeoisie ».

THOREZ SUR L'UNITE

«... Les hésitations du Comité Central et du Groupe Parlementaire ont nuï, dans une certaine mesure, à la rapide mobilisation des masses ouvrières et démocratiques contre le gouvernement Ramadier et sa politique néfaste. Elles ont nourri les tendances opportunistes, condamnées le mois dernier par le Comité central, et qui s'expriment dans la sous-estimation des forces de la classe ouvrière et la crainte du mouvement des masses. Alors que le devoir des communistes, dit notre résolution de septembre, « est de se placer résolument à la tête du mouvement populaire avec hardiesse et esprit de responsabilité ». Alors que le Parti communiste a pour mission d'élever, d'éduquer, d'organiser, de guider le mouvement de la classe ouvrière et des masses laborieuses.

En raison de la formule exclusive d'entente par le sommet, nous avons admis dans le Front populaire la présence d'individus qui ne songeaient qu'à trahir le mouvement à la première occasion, tels Daladier et Paul Faure. Voilà pourquoi le Front populaire a été impuissant contre la « non-intervention » et contre la « pause » dont Léon Blum et le Parti socialiste prirent l'initiative. Voilà pourquoi le Front populaire a été impuissant contre la trahison de Munich perpétrée par Daladier, avec l'approbation des dirigeants socialistes. Voilà pourquoi le Front populaire s'est peu à peu désagrégé pour s'effondrer complètement à l'approche de la guerre.

L'EXPERIENCE DU FRONT POPULAIRE

On peut se demander, à ce propos, si nous avons su tirer les leçons de toutes nos expériences passées, afin d'en instruire le parti et la classe ouvrière, et d'éduquer sérieusement nos cadres. Avions-nous, par exemple, éclairé suffisamment le parti et les masses sur les défauts du Front populaire et sur les causes de son effondrement final, afin d'éviter aux travailleurs le retour de pareilles déconvenues ?

Le défaut capital du Front populaire, dont nous avons eu l'heureuse initiative et qui a eu des côtés très positifs, c'est qu'il était devenu une simple entente de sommet. Nous avions préconisé l'élection démocratique de comités dans les usines et les localités. Nous avions préconisé la tenue d'un congrès national, composé de délégués élus dans les assemblées populaires de base. Le congrès aurait lui-même élu un comité national chargé de veiller à l'application du programme du Front populaire. Des comités de Front populaire ont bien été élus en de nombreuses usines et localités ; mais nous ne sommes pas parvenus à vaincre l'opposition irréductible des socialistes, et de nos autres partenaires à ces comités élus et à la convocation d'un congrès souverain. Les socialistes, les radicaux ont vidé peu à peu le Front popu-

laire de son contenu de lutte pour le pain, la liberté et la paix.

Malheureusement, nous avons accepté par la suite que le Conseil national de la Résistance, au lieu d'être l'émanation des comités de base (*) et de leurs organisations militaires, soit constitué par la représentation directe de partis et de groupements divers comme l'avait été le Front populaire. Avec cette circonstance aggravante que ces partis, sauf le nôtre, portaient la lourde responsabilité des malheurs de la France, et, qu'au surplus, leur action de résistance était nulle. En fait, ces partis et groupements et leurs représentants au CNR songeaient moins à l'organisation de la lutte effective contre l'envahisseur qu'à la situation de la France au lendemain de la Libération. En accord et sous la direction du général De Gaulle, ils mettaient en place leur dispositif de résistance, non pas contre les Allemands et contre les vichystes, mais contre les volontés que le peuple de France ne pourrait manquer d'exprimer lors de la Libération.

L'EXPERIENCE DE LA RESISTANCE

Nous avons dit et répété ces choses bien avant 1939. En avons-nous tenu compte dans l'organisation et la direction de la Résistance ? Il faut reconnaître que non.

Nous avons été les premiers, et longtemps les seuls, dans une résistance qui, pour nous, n'a pas commencé le 18 juin 1940, mais qui date de la lutte menée par la classe ouvrière et les républicains (avec la CGT et la Ligue des droits de l'homme), contre la non-intervention, puis contre Munich. Nous avons poursuivi la résistance française dans la période sombre de la drôle de guerre quand Daladier et Bonnet, avec l'aide du Parti socialiste, frappaient notre parti, scissionnaient les syndicats et traquaient nos militants, afin d'ouvrir plus sûrement la voie aux armées d'Hitler. Nous avons, les premiers, engagé sur le sol national le combat pour l'indépendance et la renaissance de la France, à l'heure où tous les autres partis s'effondraient dans la honte et la confusion.

Dès les premiers mois de 1941, des Français de toutes opinions et de toutes croyances s'étaient unis dans les Comités de front national, avec leurs formes multiples et souples de groupement, par usines et par localités, ou sur le plan des activités professionnelles, puis avec leurs groupes de Francs-Tireurs et de partisans français. Les socialistes,

les catholiques et les communistes n'étaient pas dans les comités de Front national ou dans les groupes de FTP en tant que représentants de leurs partis ou de leurs croyances ; ils y étaient comme combattants, luttant effectivement contre l'envahisseur allemand et contre les traîtres de Vichy. C'était la bonne voie. Nous pouvons constater qu'après avoir rendu d'immenses services à la cause de la Libération, le Front national, en raison de ses racines populaires, est le seul des mouvements de résistance qui ait réussi à survivre.

Malheureusement, nous avons accepté par la suite que le Conseil national de la Résistance, au lieu d'être l'émanation des comités de base (*) et de leurs organisations militaires, soit constitué par la représentation directe de partis et de groupements divers comme l'avait été le Front populaire. Avec cette circonstance aggravante que ces partis, sauf le nôtre, portaient la lourde responsabilité des malheurs de la France, et, qu'au surplus, leur action de résistance était nulle. En fait, ces partis et groupements et leurs représentants au CNR songeaient moins à l'organisation de la lutte effective contre l'envahisseur qu'à la situation de la France au lendemain de la Libération. En accord et sous la direction du général De Gaulle, ils mettaient en place leur dispositif de résistance, non pas contre les Allemands et contre les vichystes, mais contre les volontés que le peuple de France ne pourrait manquer d'exprimer lors de la Libération.

Le général De Gaulle qui déclame contre les partis, a tout fait pour rendre vie à certains, afin des les opposer au nôtre, au Parti communiste, le seul qui ait vraiment compté dans la résistance. De même, De Gaulle a tout fait pour liquider les comités locaux et départementaux de la Libération. Le congrès des CDL de la zone sud, tenu en Avignon, avait ouvert de telles perspectives de redressement et de renouvellement national que De Gaulle et les divers groupements adhérents au CNR se sont hâtés d'étouffer un mouvement qui les effrayait et risquait de les déborder.

Il faut considérer comme une grave faute que nous ayons toléré

« dans l'organisation et la conduite de la Résistance les mêmes défauts qui avaient été fatals au Front populaire, et qui se sont révélés tout aussi pernicieux pour le mouvement de la Libération nationale. (*) »

Plus ou moins camouflés derrière des groupements adhérents au CNR, plus ou moins « blanchis » ou « dédoublés » par le CNR, les hommes de la réaction ont repris de l'audace et se sont remis en selle, on l'a vu à la chambre, avec l'affaire Mutter. Aujourd'hui, rassemblée derrière De Gaulle, la réaction pousse son offensive contre la classe ouvrière et contre la République.

S'ORIENTER DAVANTAGE VERS LES MASSES

Notre conclusion doit être que pour unir tous les travailleurs, tous les républicains en vue de la défense de leurs intérêts immédiats, de leurs libertés, en vue de résister aux nouveaux assauts du fascisme et de préserver l'indépendance de la France, il faut s'orienter davantage vers les masses. Il faut se souvenir que le Front unique, c'est l'action. (*) Les conversations, les accords éventuels entre groupements et organisations n'ont de raison d'être qu'autant qu'ils aboutissent au renforcement de l'action contre les ennemis du peuple et de la République...

... L'unité de la classe ouvrière, l'unité entre travailleurs communistes et socialistes, doit être à la base de ce large rassemblement républicain. Mais cela ne signifie pas subordonner l'union entre les républicains et les patriotes, à l'accord préalable des dirigeants et des organisations socialistes. Les derniers événements ont ouvert les yeux de bien des travailleurs sur la politique de division des dirigeants socialistes. La collusion monstrueuse entre gaullistes et socialistes pour l'élection des municipalités a éclairé les masses sur la relativité de notions comme celles de droite et de gauche, s'agissant d'hommes qui font ouvertement le lit de la réaction.

Thorez sur « L'unité des communistes » No 11 - nov. 1947 sous le titre « Le combat pour la République et pour l'indépendance nationale » - 4e partie : « La tâche des communistes français » - p. 1117 à 1121.

(*) Souligné par nous.



Sécurité sociale (Gennevilliers)

LE DIRECTEUR S'ENFUIT DEVANT LES EMPLOYÉS LUI RECLAMANT DES EFFECTIFS

Les employés du centre de paiement de Sécurité sociale de Gennevilliers - 92 - ont débrayé le 22/2/77 pour porter tous ensemble à la direction locale un cahier de revendications qu'ils avaient rédigé collectivement et pour réclamer l'augmentation des effectifs et l'amélioration des conditions de travail. La CGT, bien que peu chaude pour ce débrayage, a été obligée de suivre devant la mobilisation des employés soutenus par la CFDT qui a été à l'initiative dès le départ pour la préparation de l'action des employés.

Le directeur de la direction locale de Nanterre dont dépend le centre de Gennevilliers, a été obligé de recevoir 30 employés du centre dans son bureau. Après nous avoir exprimé son «souci» des problèmes de ses employés, il devait nous déclarer qu'il n'avait aucun pouvoir pour nous fournir des effectifs ; cela est un problème de budget. La CGT devait embrayer en disant : «C'est de la faute du ministre», défendant la Sécurité sociale. «Oui, c'est cela qu'il faut dire» devait répondre notre directeur, dans une grande envolée oratoire.

FO, quant à eux, voulaient aller à la direction générale (priorité à la propagande électorale pour tout ce beau monde). Mais ce sont des tétus, ces employés, car ceux-ci revenaient à la charge, notamment avec l'aide d'un délégué du personnel CFDT.

Notre brave directeur, incompetent pour les effectifs (ce qui fait que certains employés ont demandé à quoi il servait), devait nous déclarer : «Le manque d'effectif est dû à un trop fort taux d'absentéisme.»

A cause de la surcharge de travail, 4 semaines de paiement au guichet à assurés, un archiviste qui doit faire le travail pour 2, les employés mutés, démissionnaires, changeant de postes et non remplacés ; à cause du rendement, du travail en plus à fournir, à cause des mauvaises conditions de travail (centre trop petit

et unique pour une population de 50 000 habitants), plus de la moitié des employés sont tombés malades.

Pour le directeur tout cela en réalité, c'est de la faimantise. Gennevilliers serait la lanterne rouge de tous les centres de paiement pour la production sur la caisse assurance maladie de la région parisienne. Il aime les chiffres, notre directeur, surtout quand on peut s'en servir contre les employés. Il devait conclure en refusant le paiement de la journée.

Alors, là, il avait les pleins pouvoirs pour nous réprimer. Les employés n'étant pas payés, n'ayant pas satisfaction, commencèrent à s'asseoir devant les portes, alors que le directeur nous donnait l'ordre de partir. Le digne représentant des intérêts de la direction, après avoir tenté de plonger le nez dans les dossiers sous les yeux de 3 employés, devait en définitive, s'enfuir par une porte mal gardée par la CGT, pour éviter de se retrouver totalement séquestré par ses employés.

Beaucoup d'illusions sont tombées.

Les employés avaient compris leur action comme une simple demande auprès d'un supérieur, pour eux, c'était normal. Ils s'attendaient pour la majorité d'entre eux, à être compris dans ce sens par leur directeur. En un mot, les illusions demeuraient malgré des refus successifs communiqués aux délégués du

personnel. Mais de là à se faire traiter de fainéants par son directeur... Etre considéré comme manipulé par des meneurs - alors que l'on a pris la décision de la délégation collectivement, ne pas être payés alors que l'on réclame un droit reconnu sur le papier par la direction ; tout cela est trop.

Les illusions sont tombées un peu, le mécontentement a fait place à l'indignation, à la révolte.

Les employés communiquent le lendemain matin au chef de centre que collectivement ils refusaient la surcharge de travail, due au manque d'effectif. Il était signalé de plus au chef de centre par les employés eux-mêmes, que toute pression faite par les cadres pour obliger des employés à accepter individuellement un surcroît de travail, entraînerait un arrêt collectif du travail. Le chef de centre a tenté de nous faire plier en disant : «Je vous

comprends, mais il faut que le centre tourne» (à noter qu'il est CGT cadre). Il faut accepter la surcharge de travail en un mot. Devant notre refus, il a décidé, puisque les employés imposent leur juste droit, de demander son changement de centre.

Les assurés nous ont compris, pour ceux avec qui nous avons pu discuter, parce qu'ils souffrent eux aussi du manque d'effectif (attente plus longue pour se faire rembourser, parfois trois heures à trois heures et demi). Nous avons la sympathie des collègues des autres centres de paiement, qui pour certains ont les mêmes problèmes d'effectif. Quant au directeur de la caisse locale, il commence à nous envoyer des effectifs, en petit nombre pour l'instant, notre action l'a obligé à agir. Seule l'action paie !

Correspondant HR du centre de Sécurité sociale.

Souriau-La ferté Bernard

Lutte pour les salaires

Depuis une semaine, les travailleurs de Souriau (à la Ferté-Bernard dans la Sarthe) sont en lutte pour une augmentation de salaire de 150 F. A cause du travail de démobilitation des faux communistes qui ont transformé la section CGT de l'usine en courroie de transmission de leur sale politique, la moitié environ des ouvriers participent actuellement à la lutte.

La lutte s'est engagée à l'initiative de la CGT. Pour des raisons qui ne sont pas très nettes (proximité des municipales, manœuvres contre la jeune section CFDT), ces messieurs ont rassemblé leurs sections des 3 usines de la société, puis ont annoncé à grand son de trompes que c'était inadmissible, qu'il fallait d'urgence faire quelque chose et qu'ils demandaient, eux, 4% d'augmentation avec un minimum de 144 F. Ils ont décrété que la lutte devait commencer sans faute le lundi 21 février.

Ils ont convoqué par lettre la CFDT et la CGC... le jour d'avant, ce qui ne laissait guère de temps pour s'organiser.

La CFDT a donné son accord pour un débrayage, mais pour 150 F pour tous. La CGC n'a pas répondu.

Le lundi, devant une assemblée générale qui regroupait 170 travailleurs, la lutte s'engageait entre la position des révisionnistes et la juste position de la CFDT, les travailleurs soutenant la position de la CFDT et démasquant la position de la CGT comme la position des cadres. Lors du vote, les faux communistes étaient complètement isolés, tous les travailleurs présents sauf 5, soutenaient la position de la CFDT.

Même le secrétaire de la section locale du PCF soutenait cette position. Qui oserait dire qu'il pensait à sa candidature aux municipales ?

Par tract la jeune section CFDT annonçait qu'elle participait à la lutte pour l'augmentation des salaires de 150 F et qu'elle s'engageait à appliquer toutes les décisions prises en assemblée générale.

Imaginez la tête des révisionnistes, tout ça n'était pas de leur goût !



Nous publions ici quelques échos tirés du dernier numéro de l'AP 13.

L'Agence de presse «13» s'est créée sur Marseille pour répondre à la faiblesse persistante d'une réelle information au service des luttes. Ses buts sont de répercuter la parole de tous ceux qui luttent dans la région, et de leur fournir un instrument de meilleures connaissances des luttes et problèmes, de contrer les campagnes de presse et les mensonges et silences des monopolisateurs actuels de l'information.

HARIBO (Marseille)

Depuis le lundi 2 février, les travailleurs d'Haribo sont passés à un autre stade de lutte. En effet, depuis quelques semaines, des débrayages systématiques avaient lieu, notamment le jeudi 17 et le vendredi 18 février ; or, depuis lundi 22, la grève est totale.

Cette grève a été préparée de longue date afin de pouvoir tenir bon au cas où la direction persisterait dans son refus de négocier.

GERVAIS DANONE

Après avoir participé le 23 février à la journée nationale d'action, les Gervais Danone se sont rendus à Lyon pour la manifestation nationale des entreprises du trust Gervais-Danone-BSN.

La manifestation a regroupé environ 1 000 à 1 500 personnes. Étaient représentées plusieurs usines Gervais-Danone (dont 80 des 150 travailleurs de l'usine de Pont-de-Vivau), et les usines du trust dans la région Rhône-Méditerranée, des représentants des usines Jacquemaire, ainsi que des verriers de l'usine Rive-de-Giers (où 350 licenciements sont prévus).

La manifestation s'est terminée devant le Centre administratif de BSN, où une délégation a été reçue par un représentant de la direction (un vague secrétaire). La direction a manifesté sa volonté de ne céder à aucune pression et de maintenir les licenciements prévus (entre autres ceux de Rive-de-Giers), mais ne s'est pas prononcée sur la fermeture de l'usine de Marseille qui ne dépendait pas de la direction lyonnaise.

Devant le refus de la direction, les travailleurs de l'usine de Marseille restent mobilisés, la lutte continue.

GREVE A CHAMBOURCY

Depuis le 9 février, les travailleurs de l'usine Chambourcy à Mazargues sont en grève (grève-surprise de quelques heures alternant avec des journées entières, très largement suivie par le personnel).

Ils réclament des augmentations de salaire (la plupart des ouvriers spécialisés de l'usine gagnent moins de 1 700 F par mois), l'amélioration des conditions de travail, le 13e mois, la prime de vacances, la 5e semaine de congés payés, etc.

La direction a d'ores et déjà accordé une augmentation de 2% à compter du 1er mars et une autre au 1er juin, mais les travailleurs ne s'estiment pas satisfaits et ont décidé de poursuivre leur mouvement.

Ils ont expliqué pendant deux jours que la forme de lutte choisie (une heure de débrayage par jour) était peut-être trop forte, qu'il fallait préserver l'avenir et que peut-être 1/2 heure par jour...

Dans un premier temps, la CFDT n'a pas su trouver la réponse, si bien qu'unanimement le débrayage de lundi 28 était fixé à 1/2 heure... Ce qui ne risque pas de faire trop de mal au patron mais par contre coûte de l'argent aux ouvriers.

Après des flottements compréhensibles de la part d'une section qui a juste 3 mois d'existence, la CFDT semble réagir et s'organiser pour que la volonté de lutte

des ouvriers ne soit pas récupérée par le faux PCF.

Cette lutte qui n'a pas pour le moment l'ampleur suffisante, s'engage juste au début de la campagne des municipales, montrant ainsi que quelle que soit leur position sur les élections, les travailleurs savent bien qu'il n'y a que par la lutte qu'ils peuvent défendre leurs justes revendications.

Enfin, elle a permis de remettre les révisionnistes à leur place et nombreux sont les travailleurs conscients que leur lutte n'aboutira que s'ils savent s'opposer aux manœuvres des faux communistes.

Correspondant HR.

— Parce que je considère que seule la dictature du prolétariat imposera la fin de l'exploitation et de l'oppression du capitalisme et permettra la construction du socialisme

— Parce que je désire participer à l'édification d'un authentique parti marxiste-léniniste unique

Je demande à adhérer à l'organisation des communistes marxistes-léninistes de France.

Dans ce but, «L'Humanité rouge» peut prendre contact avec moi à l'adresse suivante* :

Nom Prénom

Adresse

Signature

* Indiquer ici ton adresse ou une autre adresse par laquelle on pourra entrer en contact avec toi.

**QUAND VOUS AVEZ LU LE QUOTIDIEN
DONNEZ-LE OU AFFICHEZ-LE!**



culturel

Combattons les films colonialistes L'EXPEDITION MARCHAND : OU L'APOLOGIE DU RACISME ET DU COLONIALISME

Ce que Kahane (le réalisateur) nous présente comme une expédition (presque une mission scientifique) n'avait en fait pour but que le pillage par tous les moyens.

PILLAGE ET EXTERMINATION

Ainsi pour obtenir des porteurs, les militaires colonialistes faisaient des razzias dans les villages, enlevaient les femmes et les enfants, les cachaient dans de petites cases, pour que les passagers ne les voient pas.

Ces femmes et ces enfants mouraient souvent de faim, de variole ; les femmes étaient prises de force par les gardes régionaux.

On ne libérait ces otages que quand les porteurs arrivaient. On employait la même méthode pour faire rentrer l'impôt. De Roll, un des administrateurs, a dit : «Rappelez-vous ceci : qu'il n'est pas défendu de tuer des nègres, mais bien de le dire, d'être pris ou de laisser des traces ; et qu'il vaut mieux tuer vingt nègres que d'en égratigner un. Les morts ne parlent pas tandis que l'homme égratigné deviendrait en France un martyr.»

Sous l'effet du pillage,

de la destruction des structures traditionnelles et de l'économie traditionnelle, on assiste à une baisse vertigineuse de la population. La population du Congo a en 10 ans diminué de 63 % ; elle est passée de 4 280 000 habitants en 1911 à 1 577 565 en 1921.

«L'impérialisme est l'époque du capital financier et des monopoles, qui provoquent partout des tendances à la domination et non à la liberté.» Lénine.

FACHODA UN EPISODE DE LA RIVALITE INTERIMPERIALISTE ET DE LA PREPARATION DE LA 1E GUERRE MONDIALE

Le but de l'«expédition» Marchand était d'empêcher les Anglais de créer un grand axe du Cap au Caire qui leur aurait assuré une trop grande hégémonie en Afrique.

Fachoda est l'endroit où sont venus se heurter les deux impérialismes, anglais et français pour le partage de l'Afrique. Les Français s'étaient implantés à l'ouest d'Alger au Congo, les Anglais à l'est. Les Anglais voulaient relier le sud de l'Afri-

que au Caire par voie ferrée. Les Français voulaient établir une liaison transversale du Congo à la mer Rouge. Le problème à régler était donc d'arriver le premier au Soudan. Parvenu à Fachoda, Marchand dut s'incliner devant Kitchener qui disposait d'une force armée plus conséquente.

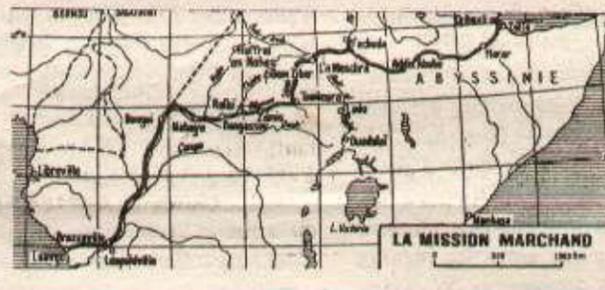
Delcassé, ministre de l'époque, poursuivit une politique de compromis avec l'Angleterre pour un «partage des zones d'influence».

C'est l'entente cordiale qui s'ensuivit avec l'Angleterre.

C'est la rivalité franco-allemande (l'Allemagne étant un impérialisme jeune et montant) qui viendra au premier plan en Afrique avec les problèmes de l'annexion et de la répartition

du pillage du Maroc et du Congo. Ce sera la préparation de la 1e guerre mondiale entre 1905 et 1914, l'Allemagne exigeant un partage du monde à la mesure des forces et de ses appétits.

«L'impérialisme se caractérise justement par une tendance à annexer non seulement les régions agraires, mais même les régions les plus industrielles (la Belgique est convoitée par l'Allemagne, la Lorraine par la France), car, premièrement le partage du monde étant achevé, un nouveau partage oblige à tendre la main vers n'importe quels territoires ; deuxièmement, ce qui est l'essence même de l'impérialisme, c'est la rivalité de plusieurs grandes puissances tendant à l'hégémonie (...)» Lénine.



Gardanne Des travailleurs boycottent les films racistes

Samedi dernier le principal cinéma de Gardanne (Bouches-du-Rhône) passait le film raciste «Raid sur Entebbé».

Les marxistes-léninistes de la ville décidaient de distribuer un tract. «Raid sur Entebbé, n'allons pas voir ce film !», expliquant ce qu'est réellement l'Etat raciste d'Israël et ce que veulent les résistants palestiniens.

Grâce au tract et aux discussions qu'ils ont pu mener, les camarades ont persuadé une vingtaine de tra-

vailleurs français et immigrés de ne pas entrer, sur les 80 personnes qui voulaient voir ce film. Les discussions se sont poursuivies longuement avec plusieurs jeunes.

Le lendemain dimanche, la distribution s'est même avérée inutile, une dizaine de personnes seulement... se pressait à l'entrée.

Le moins que l'on puisse dire est que ce film ne suscite pas l'enthousiasme populaire, achevons-le !...

Correspondant Gardanne.

POUR LES REVISIONNISTES :

«Des aventures grandioses»

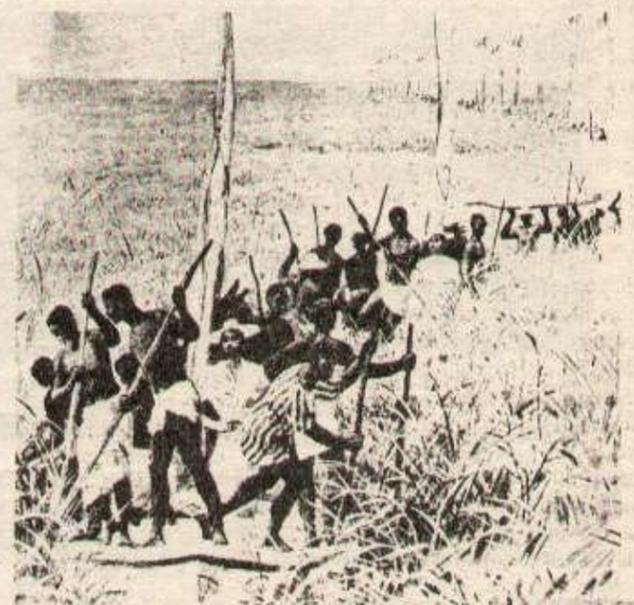
Dans la rubrique-télé de la «Vie ouvrière», hebdomadaire de la CGT, on peut lire à propos du film «La mission Marchand» :

«Aussi ne peut-on que se féliciter de voir Roger Kahane proposer une grande fresque sur l'un des aspects de la politique d'expansion coloniale de la France à la fin du siècle dernier. Pour ce qui est du racisme dans le film, l'article n'en dit pas un mot. Par contre, on dit que «l'Afrique impose des aventures grandioses que la caméra a su saisir avec bonheur».

Quelques reproches cependant, il n'y a pas assez d'action ! «Roger Kahane a voulu éviter trop de pièges, s'est un peu endormi dans la torpeur africaine». Bien sûr, les révisionnistes reprennent tous les vieux clichés sur la «torpeur africaine» ; l'Afrique serait pour eux un continent de fainéants engourdis par la chaleur.

Mais ces reproches sont vraiment secondaires puisqu'il «a fort bien rendu l'Afrique bouillonnante et mystérieuse de la fin du 19e siècle, telle qu'on pouvait la découvrir sur la gueule des baroudeurs internationaux, moitié esclavagistes, moitié missionnaires...».

Ah ! «le beau temps des colonies» comme chante Sardou. On comprend que l'Humanité ait fait de la publicité pour ce fasciste. Ce sont bien les révisionnistes qui ont voté les crédits de guerre à Guy Mollet pour réprimer le peuple algérien. Ce sont bien eux qui s'opposent à l'indépendance des Dom-Tom et qui soutiennent la superpuissance la plus dangereuse : l'URSS.



Les porteurs étaient considérés comme des esclaves.

UNE PORNOGRAPHIE AUX COULEURS DE LA FRANCE

SCABREUX

Le musée de la Bestialité

ATTENTION

CE PLACARD PUBLICITAIRE «pour ce magnifique ouvrage : le musée de la bestialité» est publié par le «Guide du consommateur» édité par la «Marseillaise» (journal du PCF des Bouches-du-Rhône).

Ce placard publicitaire «pour ce magnifique ouvrage : le musée de la bestialité» est publié par le «Guide du consommateur» édité par la «Marseillaise» (journal du PCF des Bouches-du-Rhône).

En tête de ce «guide», on peut lire : «Ces marques et entreprises confient leur publicité à «La Marseillaise». Confiez-leur vos achats... sans commentaire.



SEMAINE ANTI-IMPERIALISTE
CITÉ INTERNATIONALE
SAMEDI 5 MARS
de 14 à 23 H

- Film sur la lutte du peuple espagnol présenté par la FUDE
- Chants, ballets et diapositives par l'ASEC (Comores)
- Ballet par l'AGEG (Gabon)
- Chants par la chorale de l'UGET-CSP et poèmes (Tunisie)
- Chants, poèmes et danses par l'AEOM (Madagascar)

L'Humanité Rouge

Les trois mondes (5)

TIERS MONDE : UNE MARCHÉ IRRESISTIBLE VERS L'ECRASEMENT DE L'IMPERIALISME

La Seconde guerre mondiale sonne le glas de la domination des colonialistes européens sur près des deux tiers du monde. Deux grands « empires » portent le germe de leur destruction : le britannique et le français.

Bien sûr, un autre impérialisme d'abord triomphant, l'américain, tentera de prendre la relève fort qu'il croit être de son formidable potentiel militaro-industriel. L'histoire confirmera vite qu'il n'est qu'un « colosse aux pieds d'argile » et sonnera pour lui aussi l'heure du déclin.

Mais un grand pays s'est érigé, sous la direction d'une bande de renégats, appuyée sur une nouvelle classe bourgeoise, en nation encore socialiste en paroles, impérialiste dans les faits : le social-impérialisme soviétique. Toute bourgeoisie est impérialiste par nature.

Alors une force naît, remporte des victoires, bâtit son unité : les peuples jusqu'alors opprimés prennent conscience de leur puissance lorsque dans la lutte, ils s'unissent.

Elle est passionnante l'histoire de cette naissance et de cette unité. Essayons d'en brosser les grands traits.

La première date qu'on retient, c'est avril 1955 et c'est la *Conférence de Bandung*.

Avril 1955, c'est quelque neuf mois après la fin de la première guerre du Vietnam : tour à tour, les peuples d'Asie s'émancipent et si les USA maintiennent ici et là des gouvernements fantômes, le cours de l'histoire apparaît comme il l'est, irrésistible. Bourguiba et Paris viennent de signer un accord sur le thème de l'autonomie tunisienne. La « rébellion algérienne » se mue en guerre de libération nationale.

Bandoung réunit les délégués de 29 pays qui ont une conscience aiguë d'agir pour l'histoire et de prendre part à la naissance d'un nouveau monde. Cinq principes guident les débats : non-agression, respect mutuel des souverainetés, non-ingérence dans les affaires intérieures, réciprocité des avantages dans les contrats, coexistence pacifique.

Dans ses interventions à la conférence, le camarade Chou En-lai exprime ce qui sera toujours la position de la République populaire de Chine : son appartenance totale dans le camp des peuples et nations opprimés ou dominés.

Déjà sont assignés dans le communiqué final les principes qui, de la réunion de la CNUCED de 1964 aux conférences d'Alger de 1967 et 1973, allaient inspirer la lutte du tiers monde pour son développement : stabilisation des échanges commerciaux, industrialisation « nationale », caractère multilatéral de l'aide réciproque, droit de regard sur les activités de la Banque internationale.

Après avoir été les objets de l'histoire, les peuples du tiers monde prennent conscience qu'ils sont les principaux sujets de l'histoire.

LE PÉTROLE, ARME DE LA GUERRE ANTI-IMPÉRIALISTE

Car non seulement ils savent la force numérique qu'ils représentent : 80 % de la population mondiale, mais ils découvrent leur puissance économique, comme principaux détenteurs des sources d'énergie et des matières premières indispensables aux États qui prétendent les dominer.

Née à la *Conférence de Bagdad*, en septembre 1960, l'Organisation des pays exportateurs de pétrole — OPEP — a pour but premier de s'opposer aux baisses de prix décidées par les sociétés pétrolières. Les pays importateurs (le second et le premier monde) se montrent d'abord sceptiques : pour eux, l'OPEP est incapable de mener une politique commune en raison des différences entre les régimes politiques et des divergences d'intérêts. Ils inventent même un nouveau concept : celui de « quart monde », constitué par les pays non producteurs.

Et nos bons économistes ou écrivains bourgeois vont renchérir : « Quand le pétrole monte à la tête », écrit P. Drouin dans « Le Monde », « L'illusoire solidarité des pays pauvres », ajoute J. Lacouture.

UN SPLENDEME DÉMENTI : LOMÉ

Les pays du tiers monde relèvent le défi : à la *Conférence de Dakar*, en février 1975, alors que les USA se refusent à lier la question du pétrole à l'ensemble des matières premières, le front commun avec l'OPEP est confirmé. Mieux : par la voix du Koweït, le tiers monde se refuse à accepter l'ordre monétaire instauré par les USA et soutenu par l'URSS (de fait, dans

ses échanges commerciaux) : il ne s'accommodera plus d'un dollar fluctuant. Le même mois, à la session de la CNUCED, le tiers monde marque sa volonté d'établir un nouvel ordre économique.

Il n'en reste pas aux déclarations de principe. Toujours au même cours du mois de février 75, 46 pays du tiers monde obtiennent que les 9 de la Communauté européenne leur garantissent la stabilité de leurs recettes d'exportations, et leur accordent une aide de 16 milliards de francs. L'alliance avec une partie du second monde se noue.

Désormais, dans toutes les assises internationales, les pays qu'on nomme du « groupe des 77 », vont préciser leur stratégie à l'égard de l'Europe, des USA — mais aussi de l'URSS. Les affrontements vont se multiplier : à Genève en mars 75, sur le « droit de la mer » ; à Lima sur les minerais ; à la session de l'ONU sur le développement, en septembre 75 ; enfin dans toutes les réunions préparatoires à la *Conférence Nord-Sud*.

LES PARTICIPANTS A LA CONFERENCE NORD-SUD « LES DIX »

USA - Japon - CEE
4 producteurs de pétrole, Vénézuéla, Iran, Algérie, Arabie saoudite
3 non producteurs : Brésil, Inde, Zaïre.

Malgré l'opposition aussi bien des USA qui veulent profiter de leur position dominante sur le marché des céréales pour jouer la carte de la faim, que de l'URSS qui nie l'opposition pays riches/



Le camarade Chou En-lai à la Conférence de Bandung en 1956. Il y déploya un travail énorme, en soutien aux luttes des peuples du tiers monde.

pays pauvres et qui propose l'« internationalisation des matières premières », les pays du tiers monde réussissent à lier le problème des matières premières et du développement à ceux de l'énergie.

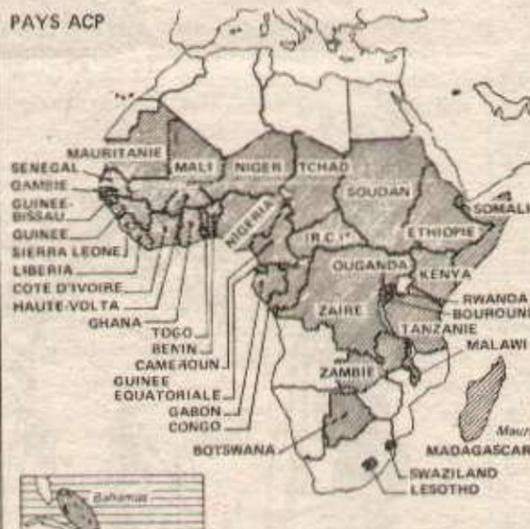
On joue serré avenue Kléber. Mais, Saouma, nouveau directeur général de la FAO, déclare que les pays du tiers monde ne veulent plus se contenter d'une simple assistance. Mais l'OPEP réaffirme son appartenance au tiers monde et annonce une aide de un milliard de dollars aux pays pauvres pour 1976.

LES LIMITES DE LA « LUTTE DÉMOCRATIQUE »

Si, à travers la série des assises internationales, de Bandung à Nairobi, est apparue clairement l'unité d'intérêts qui fait la base économique du front des pays du tiers monde — et le chemin parcouru est considérable — ce serait entretenir l'illusion du « dialogue » possible si l'analyse s'arrêtait là. Car c'est aussi une réalité : la plupart des pays du tiers monde sont encore en situation de « dominés » économiquement, militairement, politiquement.

Et c'est à partir de l'analyse concrète totale de la situation concrète que doit se bâtir la stratégie de la révolution dans le tiers monde et se définir le rôle des marxistes-léninistes.

Ce sera l'objet de notre prochain article.



■ Convention de Lomé
* (R.C.) République Centrafricaine